

CESE info

Le Comité économique et social européen

Un pont entre l'Europe et la société civile organisée

août 2019 | FR

Langues disponibles:

bg cs da de el en es et fi fr ga hr hu it lt lv mt nl pl pt ro sk sl sv

Éditorial



Voici l'été et les vacances! Le temps idéal pour se ressourcer, mais aussi une bonne occasion d'élargir nos horizons: traverser les frontières, découvrir de nouvelles cultures, apprendre de nouvelles langues, trouver des sources d'inspiration...

Ensuite viendra la rentrée, avec ses nombreuses nouvelles perspectives telles que l'installation du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission européenne.

Les élections européennes de mai 2019 ont fortement modifié la composition du Parlement. Les citoyens et citoyennes se sont rendus aux urnes en nombre record pour faire entendre leurs voix. Les dirigeants de l'UE ont cinq ans pour mettre en œuvre leurs aspirations. Le CESE joue un rôle unique sur le plan de l'accompagnement des

institutions dans ce dialogue constant, nécessaire, et je dirais même obligatoire avec les organisations de la société civile. C'est Ursula von der Leyen qui présidera la Commission européenne. Elle y apportera sa conception du travail, ainsi que sa dynamique et sa vision de l'Europe. Dans le discours très inspirant qu'elle a prononcé à Strasbourg, on retrouve plusieurs idées chères à notre Comité. On retiendra six points principaux de son programme: un pacte vert pour l'Europe, une économie au service des personnes, une Europe adaptée à l'ère du numérique, la protection de notre mode de vie européen, une Europe plus forte sur la scène internationale, un nouvel élan pour la démocratie européenne.

À la rentrée en septembre, parmi les points figurant sur l'agenda institutionnel de l'UE, c'est vers les auditions des candidat-commissaires et l'arrivée de la nouvelle Commission le 1^{er} novembre que se tourneront tous les regards. Nous espérons vivement que la requête de la présidente en faveur d'un collège composé à moitié de femmes et à moitié d'hommes aura été entendue.

En automne, le calendrier du Comité économique et social européen sera également très chargé: trois sessions plénières et le 13^e séminaire des attachés de presse de la société civile du CESE en octobre. Il se tiendra cette année à Malaga et aura pour thème «L'UE c'est (pour) vous – Le rôle de la société civile dans la communication sur les avantages d'être unis en Europe». En décembre, nous aurons également le 3^e séminaire des journalistes des 28 États membres ainsi que plusieurs conférences et auditions publiques.

Je voudrais attirer tout particulièrement votre attention sur le thème de l'édition 2019 du prix de la société civile, qui rejoint à la fois le programme de la présidente de la Commission européenne et son souhait de voir appliquer la parité dans la composition du collège des commissaires. Cette année, en effet, ce prix vise à promouvoir les organisations et les femmes qui partout en Europe travaillent pour que l'égalité devienne une réalité. Le thème choisi est: «Davantage de femmes dans la société et l'économie européennes». C'est dans ce cadre que le prix récompensera des initiatives et des projets innovants, engagés en faveur de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et de leur égalité de traitement dans toutes les sphères de la vie économique et sociale.

Bonnes vacances et bonne reprise en septembre!

Isabel Caño Aguilar

Vice-présidente chargée de la communication

À vos agendas

Le 30 août 2019, Turku, Finlande

Une Europe intelligente – Quelle est la voie à suivre?

Le 12 septembre 2019, Bruxelles

[Contribution de la société civile au prochain cycle du Semestre européen](#)

Le 16 septembre 2019, Helsinki, Finlande

[Stimuler la compétitivité de l'UE – 3 piliers pour une croissance durable](#)

Les 25 et 26 septembre 2019, Bruxelles

Session plénière du CESE

En bref

[Le prix de la société civile 2019 est consacré à l'émancipation des femmes](#)



Le CESE consacre son prix de la société civile 2019 à l'émancipation des femmes et à la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Les candidatures pour 2019 sont à présent [ouvertes](#).

Le Comité économique et social européen (CESE) a lancé son prix de la société civile 2019, dont le thème est cette année «Davantage de femmes dans la société et l'économie européennes». Le prix récompensera des initiatives et des projets innovants visant à lutter pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et leur égalité de traitement dans toutes les sphères de la vie économique et sociale.

Le prix de la société civile du CESE est ouvert à toutes les organisations de la société civile enregistrées officiellement dans l'Union européenne et qui exercent leur action au niveau local, national, régional ou européen. Des personnes peuvent également postuler à titre individuel. Pour être éligibles, les initiatives ou projets doivent avoir déjà été mis en œuvre ou être toujours en cours.

Un montant total de **50 000 EUR** sera attribué à cinq lauréats au maximum. La **date limite de dépôt des candidatures est fixée au 6 septembre 2019 à 10 heures du matin** et la cérémonie de remise des prix aura lieu le 12 décembre 2019 à Bruxelles.

La liste complète des conditions de participation et le formulaire de candidature en ligne sont disponibles sur notre [page web. \(II\)](#)

[Le CESE organise une réunion UE-Chine sur la normalisation de la sécurité des ascenseurs](#)



Sur l'initiative de M. Antonello Pezzini, membre du CESE, le Comité a accueilli, le 9 juillet 2019, une délégation de représentants issus des organismes de réglementation de la République populaire de Chine.

Inaugurée par **Gianluca Brunetti**, secrétaire général du CESE, la réunion était consacrée à l'évolution future des relations entre l'Union européenne et la Chine en ce qui concerne la normalisation de la coopération technique en matière de sécurité des ascenseurs et escaliers mécaniques. «Il s'agit là d'un domaine particulièrement délicat qui nécessite absolument de renforcer les relations entre l'Europe et la Chine, non seulement pour ce secteur industriel précis, mais aussi pour le bien de l'industrie en général», a affirmé **M. Pezzini**.

Le lendemain de cette rencontre au CESE, le tout premier accord visant la création d'un groupe de travail conjoint entre l'Union européenne et la Chine a ainsi été signé à Bruxelles, au siège du Comité européen de normalisation (CEN). La première réunion de ce groupe de travail conjoint devrait avoir lieu en Chine en octobre 2019. (mp)

Nouvelles publications

[Réalizations du CESE en 2018: regard sur le passé, regard vers l'avenir](#)

La brochure «Réalizations du CESE en 2018: regard sur le passé, regard vers l'avenir» présente quelques-uns des moments forts des travaux du Comité économique et social européen en 2018.

Elle illustre les efforts constants du CESE pour mener à bien la mission qui lui a été confiée il y a plus de soixante ans. Elle offre également l'occasion de regarder vers l'avenir et de tirer des enseignements qui permettront au Comité de continuer à faire entendre, avec force et limpidité, la voix de la société civile en Europe. Vous pouvez télécharger la version anglaise sur le [site internet du CESE](#). D'autres langues (français, allemand, italien, espagnol, polonais et néerlandais) seront bientôt disponibles. (as).



Nouvelles du CESE

[La présidence finlandaise de l'UE présente un programme fondé sur la durabilité et le bien-être](#)



Lors de sa session plénière du 18 juillet, le Comité économique et social européen (CESE) a accueilli en son siège Aino-Kaisa Pekonen, la ministre finlandaise des affaires sociales et de la santé, venue présenter le programme de la présidence finlandaise de l'UE. Celui-ci place un accent particulier sur la durabilité et le bien-être des citoyens. M^{me} Pekonen a également mis en exergue le renforcement de l'état de droit et des valeurs de l'UE parmi les autres priorités de la présidence.

En guise d'introduction au discours d'Aino-Kaisa Pekonen, Luca Jahier, président du CESE, a évoqué les principaux défis qui devront être relevés par la présidence finlandaise. «La mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 nécessitera une approche globale exigeant que les défis économiques et sociaux soient abordés ensemble», a déclaré M. Jahier. Dans la même perspective, Mme Pekonen a annoncé que la «Finlande souhaite que son action soit porteuse pour l'avenir de l'Union européenne, et que cet avenir soit durable sur le plan social, économique et écologique».

Le rôle de chef de file mondial que l'UE doit jouer dans le domaine de l'action pour le climat est donc une priorité essentielle de la présidence finlandaise. À cette fin, elle entend parvenir à un accord sur les principaux éléments d'un plan à long terme engageant l'UE à faire en sorte de parvenir à la neutralité climatique d'ici la fin de 2019, conformément à la demande du Conseil européen.

Par ailleurs, la présidence finlandaise renforcera le dialogue non seulement avec d'autres acteurs mondiaux, mais aussi au sein de l'UE avec d'autres institutions et partenaires. «Le dialogue avec les partenaires sociaux est l'une des priorités de la présidence finlandaise», a conclu Mme Pekonen. «Le CESE joue un rôle clé et nous sommes heureux qu'il élabore des avis essentiels qui vont dans le même sens que nos propositions.» (dgf)

[«Nous sommes ici pour promouvoir le dialogue civil d'une Europe du progrès et de l'inclusion», déclare Conny Reuter](#)



Lors de sa session plénière du 18 juillet, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé un débat avec Conny Reuter, coprésident du groupe de liaison du CESE avec les organisations et réseaux européens de la société civile.

M. Reuter a présenté les conclusions et les recommandations des Journées de la société civile 2019, qui se sont déroulées à la mi-juin, à Bruxelles, sur le thème de la démocratie durable. Il a également évoqué le rôle du groupe de liaison, un organe unique en son genre au sein de l'UE, créé en 2004 afin d'assurer un dialogue permanent entre les institutions de l'Union et le Réseau européen des organisations de la société civile au niveau de l'UE.

«Nous sommes ici pour promouvoir le dialogue civil d'une Europe du progrès et de l'inclusion», a déclaré devant l'assemblée plénière **M. Reuter**, en soulignant le rôle essentiel du groupe, qui offre une perspective européenne sur des sujets et des politiques

de première importance, en se plaçant au-dessus des intérêts nationaux.

M. Luca Jahier, président du CESE, a salué le travail de qualité réalisé par le groupe de liaison du CESE: «Nous nous efforçons de construire des ponts et non de fermer des portes. Nous sommes là pour travailler ensemble à une Europe meilleure», a-t-il souligné.

Pour symboliser leur étroite coopération, le groupe de liaison et le CESE organisent chaque année les Journées de la société civile afin de mettre en avant la contribution des organisations de la société civile à la construction d'une Union européenne qui soit plus en phase avec les aspirations des citoyens. Ces rencontres viennent de célébrer leur 10^e édition. **M. Jahier** a expliqué que les Journées

de la société civile sont devenues l'une des manifestations phares du Comité. En juin, ce sont plus de 250 participants qui y ont pris part. (ll)

En l'absence d'une puissante industrie européenne des batteries, les constructeurs automobiles pourraient quitter l'UE



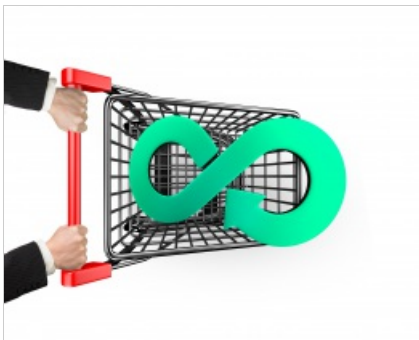
Le CESE soutient le plan d'action de l'Union européenne relatif aux batteries élaboré par la Commission, mais souligne qu'il doit être renforcé et mis en œuvre rapidement.

Le risque est réel de voir de très larges pans de la production automobile européenne délocalisés vers les régions proches des unités de production de batteries, principalement en Asie. Dans l'[avis](#) élaboré par **Colin Lustenhouwer** et adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE soutient le plan d'action stratégique de la Commission européenne sur les batteries, mais avertit qu'il doit être renforcé et mis en œuvre rapidement afin d'éviter un éventuel transfert des usines automobiles européennes vers des pays tiers.

«Les enjeux sont énormes. Il est question de l'emploi de quelque 13 millions de travailleurs européens dans ce secteur», a affirmé **M. Lustenhouwer**. «Il est clair qu'il existe un sentiment général d'urgence partagé par les responsables politiques, les scientifiques et les entreprises. Tous se rendent compte qu'il est tard, voire trop tard. Nous avons besoin de batteries efficaces, sûres et respectueuses de l'environnement.»

Les batteries sont devenues un élément indispensable de notre vie quotidienne. À l'heure actuelle, l'Union accuse un retard considérable s'agissant tant de leur développement que de leur production et dépend à cet égard des pays tiers, en particulier de l'Asie. Le premier rapport de la Commission européenne sur l'état d'avancement du plan d'action stratégique sur les batteries, publié en avril 2019, relève que tout un éventail d'actions ont été lancées pour que l'Union européenne se dote d'une industrie des batteries qui soit significative. Néanmoins, il reste à déployer de nombreux autres efforts dans l'Union au cours des années à venir afin de développer ce secteur, en mettant l'accent sur les investissements et l'innovation. (mp)

Économie circulaire: il est temps de libérer le pouvoir des consommateurs



Jusqu'à présent, les actions destinées à stimuler le développement d'une économie circulaire en Europe ont été axées sur la production, ce qui a incité les industries à mettre en place des modèles d'entreprise circulaires et à proposer au marché des solutions conformes à cette approche. Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour associer les consommateurs à cette démarche et leur permettre de poser des choix durables dans leurs achats au quotidien, explique le CESE dans un avis d'initiative adopté en juillet.

Dans cet avis intitulé «[Les consommateurs dans l'économie circulaire](#)», le Comité économique et social européen appelle à une réorientation stratégique pour placer les consommateurs au centre des politiques publiques en matière d'économie circulaire à tous les niveaux de pouvoir en Europe.

Au cours de la première phase de l'économie circulaire, le rôle des consommateurs a été limité à celui d'acteurs urbains recyclant des déchets ménagers, tandis que l'accent était mis sur les entreprises. Le CESE relève que les initiatives de la Commission européenne se sont focalisées sur la réglementation et la production, en stimulant les niveaux de recyclage et en introduisant le concept d'écoconception.

«Aujourd'hui, il est temps que l'économie circulaire 2.0 aborde le versant des consommateurs», a déclaré le rapporteur du CESE, **Carlos Trias Puntó**, qui exhorte la Commission européenne à mettre à profit ses prochaines initiatives pour jouer un rôle pionnier dans cette transition.

Pour cette seconde phase, souligne-t-il, **l'information des consommateurs** aura une fonction déterminante. L'information et l'éducation sont des facteurs essentiels pour les orienter vers des modèles de comportement circulaire. Il convient dès lors de mettre en place des dispositifs pour les éduquer et les former tout au long de leur vie, ainsi que de leur fournir l'information la plus objective possible.

Le CESE plaide en faveur d'un **étiquetage facultatif** comme premier pas vers un **étiquetage obligatoire**, en vue d'indiquer **l'empreinte sociale et environnementale** du produit concerné, c'est-à-dire ses performances sous l'angle de la réduction des émissions, de la préservation de la biodiversité, de l'utilisation efficace des ressources ou de l'absence de composants à haut impact environnemental, de sa durée de vie estimée, de la disponibilité de pièces de rechange, ainsi que de ses possibilités de réparation.

Toutefois, bien que l'information et l'éducation puissent faire beaucoup pour orienter les consommateurs vers des produits verts, réparables et durables, bon nombre de personnes ne pourront pas se permettre de les acheter. Le CESE suggère, à titre d'encouragement, que les États membres aient la faculté d'adopter une approche fondée sur la récompense des comportements vertueux et que les administrations locales puissent tirer parti des marchés publics pour soutenir des fournisseurs durables. (dm)

L'agriculture européenne devrait emprunter la voie de l'agroécologie



L'UE doit privilégier davantage les circuits courts d'approvisionnement et l'agroécologie si elle veut préserver son agriculture et la rendre plus résiliente face aux nouveaux défis, tels que le changement climatique. L'agroécologie apparaît également comme un moyen de garantir notre approvisionnement alimentaire et de rendre notre alimentation plus saine, ce qui en accroît la valeur. Les circuits courts aideront les petites exploitations à augmenter leurs revenus et à dynamiser les zones rurales.

«Les initiatives basées sur des circuits courts sont susceptibles de créer des emplois et de la croissance et, par conséquent, de la richesse, en particulier dans les zones rurales. Tout l'enjeu est donc de donner les moyens pour créer des systèmes alimentaires territoriaux basés sur une gouvernance locale. La

numérisation joue, et jouera à l'avenir, un rôle essentiel, aussi bien dans la production et la transformation que dans l'achat et la vente, explique [Geneviève Savigny](#), rapporteure de l'avis « [Promouvoir des chaînes alimentaires courtes et alternatives dans l'Union européenne: le rôle de l'agroécologie](#) ».

Afin de déployer le projet de l'agroécologie à travers l'Europe, le CESE propose un plan d'action structuré aux facettes multiples, associant les niveaux régional, national et européen. Les programmes existants devraient également viser à promouvoir des mesures dans le domaine de l'agroécologie et des circuits courts.

La politique alimentaire globale, que le CESE préconise depuis des années et dans laquelle il jouerait potentiellement un rôle de facilitateur, pourrait constituer le cadre du plan d'action. (sma)

[Le cadre pour une renaissance de l'industrie manufacturière européenne doit se fonder sur les besoins réels des PME](#)



Selon le CESE, le système de production manufacturière européen ne peut assurer une transition efficace et compétitive vers une économie numérique de pointe respectueuse de l'environnement que s'il est prêt à investir de manière significative dans l'innovation. Les mesures prévues par la Commission européenne pour promouvoir un meilleur développement du système de production manufacturière devraient donc être fondées sur une réelle connaissance des besoins des entreprises, en particulier des PME.

L'industrie manufacturière représente 17,3 % du PIB de l'Union et 80 % de ses exportations. «Compte tenu de ces chiffres impressionnants, il est essentiel que l'Europe mutualise ses forces pour pérenniser et même renforcer ce secteur», a déclaré [Antonello Pezzini](#), rapporteur du rapport d'information du CESE sur le

thème [L'innovation progressive dans les zones à forte production manufacturière](#).

Le CESE invite l'Europe et ses États membres à mettre en place des stratégies éducatives appropriées, qui sont essentielles pour acquérir de nouvelles compétences et développer de nouvelles perspectives de carrière.

La révolution industrielle actuelle utilise des modèles numériques tels que l'informatique en nuage et les mégadonnées, et s'oriente vers une vision où cohabitent l'internet des objets et des produits «intelligents». L'intelligence artificielle revêt une importance particulière dans ce processus, car elle est susceptible de doubler les taux de croissance annuels en l'espace de vingt ans.

«L'Europe doit prendre des mesures décisives en matière de technologie numérique et faciliter l'accès des PME aux technologies de pointe. Par conséquent, le CESE plaide en faveur de mesures et de politiques spécifiques qui permettent aux PME d'intensifier leur travail en réseau avec des entreprises de plus grande taille et qui encouragent la coopération dans le domaine de l'innovation entre les petites et les grandes entreprises», a conclu M. Pezzini. (sma)

[Le Semestre européen et une nouvelle approche en matière de gouvernance: deux éléments essentiels à la future politique économique de l'Union européenne](#)



L'Union européenne devrait renouveler son système de coordination et de gouvernance des politiques économiques sur la base d'une nouvelle stratégie européenne en faveur du développement durable pour l'après-2020, en vue d'accroître l'efficacité des actions et le caractère durable des résultats, estime le CESE.

Dans un [avis](#) qu'il a adopté récemment, le CESE se félicite dans ce contexte de la proposition de la Commission de renforcer les liens entre le Semestre européen et le financement de la cohésion au titre du prochain cadre financier pluriannuel. Il a la conviction que ces liens recèlent un énorme potentiel pour améliorer la coordination et la gouvernance de la politique économique de l'UE.

Dans son avis, le CESE propose en outre qu'un système rénové de gouvernance européenne s'appuie davantage sur sa compréhension de la société civile et sa coopération avec celle-ci, et renforce l'administration publique à plusieurs niveaux. Dans ce cadre, le Comité propose de créer un centre d'information destiné aux parties prenantes.

Un autre [avis](#) du CESE appelle à l'établissement de liens plus étroits entre l'EFSI, le programme InvestEU — qui en constitue le prolongement — et d'autres programmes d'investissement européens et nationaux. Il recommande également de fixer des objectifs clairs en matière d'investissement, de simplifier la réglementation et de fournir des orientations supplémentaires afin de parvenir à un meilleur équilibre géographique et sectoriel dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe.

Si l'UE faisait du Semestre européen l'élément le plus important de la coordination des politiques économiques, cela pourrait contribuer à la mise en œuvre de ces recommandations. (jk)

[Le CESE formule des recommandations pour la politique économique de l'UE et la gouvernance de l'UEM à venir](#)



En juillet, le CESE a présenté des propositions relatives au programme économique de la prochaine législature et a recommandé qu'elles constituent la base d'une nouvelle stratégie économique de l'UE.

De l'avis du CESE, la politique économique et la gouvernance à venir devraient tenir compte des défis géopolitiques et sociétaux, tels que le ralentissement économique mondial, les différends commerciaux non résolus, le Brexit, les changements climatiques et démographiques, les inégalités croissantes et la quatrième révolution industrielle, et contribuer au renforcement de la résilience face aux crises et de la viabilité du modèle économique. Ces défis nécessitent une stratégie économique ambitieuse, assortie d'objectifs politiques clairs et d'un cadre de gouvernance économique plus cohérent.

Les quatre piliers de l'UEM, à savoir les piliers monétaire et financier, économique, social et politique, doivent être renforcés de manière équilibrée et un message positif doit être délivré dans la perspective du développement futur de l'économie de l'UE. Le CESE préconise notamment de créer une capacité budgétaire au niveau de la zone euro, de trouver un équilibre entre les mesures axées sur l'offre et celles axées sur la demande et d'accroître la participation du Parlement européen, des partenaires sociaux et des organisations de la société civile aux décisions économiques et sociales clés.

En ce qui concerne la convergence vers le haut, il estime qu'il y a lieu de promouvoir l'éducation et la formation, la recherche et développement, ainsi que l'innovation. Ces mesures renforcent la compétitivité de l'économie de l'UE, en se fondant sur sa capacité à accroître sa productivité et son niveau de vie d'une manière durable, tout en devenant neutre pour le climat.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter les avis [ECO/492](#) et [ECO/493 \(jk\)](#).

[Le CESE invite la Commission à mieux concilier ses législations industrielle et énergétique avec sa politique climatique](#)



Le Comité économique et social européen (CESE) invite la Commission à approfondir ses réflexions sur les solutions politiques permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), et donc de lutter contre le changement climatique, tout en préservant la compétitivité. L'objectif doit être de mieux protéger et promouvoir les industries européennes à forte intensité de ressources et d'énergie, au risque pour l'UE, s'il en allait autrement, de perdre des emplois au profit d'économies plus polluantes et de manquer son objectif de réduction des émissions de GES.

«Le système actuel d'échange de quotas d'émission (SEQE), qui vise à encourager les investissements, est insuffisant étant donné qu'il ne s'applique pas encore au niveau mondial. S'il se limite à l'Europe, il entraîne un risque de fuite de carbone et, par conséquent, des investissements», avertit Aurel Laurențiu Plosceanu, rapporteur de l'avis du CESE intitulé [Réconciliation des politiques climatique et énergétique: le point de vue du secteur de l'industrie](#), adopté le 17 juillet. «Les investissements futurs de l'Union et des États membres devraient se concentrer sur la RDI et le déploiement de technologies à émissions de carbone faibles ou nulles, tant pour les industries à forte intensité de ressources et d'énergie que pour la production électrique nécessaire. Il convient également d'accorder la priorité à l'éducation et à la formation de la main-d'œuvre», ajoute Enrico Gibellieri, corapporteur de l'avis.

Les coûts de l'énergie, par exemple dans les industries de l'acier, de l'aluminium et du verre, représentant environ 25 % des coûts totaux, les coûts des GES sont également élevés. La mise en place du SEQE aurait pour conséquence une augmentation des prix des produits européens, qui risqueraient alors d'être remplacés par des produits moins onéreux accessibles sur le marché international. (sma)

[L'union de l'énergie doit devenir partie intégrante de la vie quotidienne des Européens](#)



Dans son avis annuel au sujet de l'état de l'union de l'énergie, le CESE fait le point sur les progrès accomplis à ce jour et invite la Commission européenne à insister davantage sur les aspects sociaux.

«L'union de l'énergie n'est pas encore une réalité. Elle l'est peut-être sur le plan des décisions politiques de l'Union européenne, mais elle ne l'est pas encore dans la vie quotidienne des citoyens européens». Telle est la ferme conviction exprimée par Christophe Quarez lors de la session plénière de juillet, en écho au constat figurant dans son [avis](#) - adopté par l'assemblée - selon lequel la transition énergétique n'a pas encore eu lieu sur le terrain. «À présent que les responsables politiques européens ont posé les bases de l'union de l'énergie, la tâche qu'il reste à accomplir dans les années à venir est considérable», a-t-il

poursuivi.

Le changement de format dans le processus de prise de décision en matière de politique énergétique, tant au niveau de l'Union européenne qu'au niveau national, est déterminant, a déclaré M. Quarez. Nous devons passer des «décisions de quelques-uns» à «l'action de tous». «Compte tenu des progrès rapides de la prise de conscience des

citoyens européens, et notamment des plus jeunes d'entre eux, la réalisation de cette ambition semble plus que jamais à portée de main», a-t-il ajouté.

En saluant le quatrième rapport sur l'état de l'union de l'énergie publié par la Commission européenne en avril 2019, le Comité a exprimé une nouvelle fois son soutien aux objectifs de celle-ci et souligné l'importance d'associer et de mobiliser la société européenne dans sa globalité, afin qu'elle s'approprie pleinement ce processus.

La transition énergétique devrait être menée par les citoyens, et personne ne devrait être laissé pour compte. Les implications sociales de ces changements doivent être prises en compte, et un nouveau pacte social devrait être conclu entre toutes les parties concernées. Les citoyens devraient également être en mesure de contribuer à toutes les grandes décisions politiques relatives au changement climatique, en particulier au niveau de l'UE, au moyen d'un mécanisme de dialogue permanent. (mp)

[Le CESE préconise une action européenne pour favoriser le développement participatif de la technologie des chaînes de blocs](#)



Associées à l'origine aux cryptomonnaies, la technologie des chaînes de blocs et celle des registres distribués numériques sont en fait très polyvalentes et peuvent être utilement appliquées à l'économie sociale. Il est néanmoins important de les réglementer correctement et de faire en sorte qu'elles offrent des avantages à tous, en permettant à tout un chacun d'y participer, déclare le CESE dans un rapport publié lors de sa session plénière de juillet.

Le CESE a établi une longue liste d'applications possibles pour les chaînes de blocs et la technologie des registres distribués qui pourraient s'avérer très utiles aux entreprises de l'économie sociale. Citons notamment le suivi des dons et la collecte de fonds, l'amélioration de la gouvernance des organisations de l'économie sociale, la vérification de l'authenticité des activités, la certification des compétences, la clarification et la garantie des droits d'auteur et de propriété intellectuelle, la prestation sécurisée de soins de santé à distance et l'optimisation de la traçabilité et de l'identification des produits agricoles.

Toutefois, en raison de l'énorme potentiel des nouvelles technologies numériques, combiné avec la hauteur considérable des investissements nécessaires, la technologie des chaînes de blocs est exposée au risque de concentration des données, et les réseaux technologiques pourraient faire l'objet de spéculations, avertit le CESE.

Il est important que les pouvoirs publics prennent des mesures pour soutenir le développement de ces technologies de manière participative et accessible; en outre, il faut impérativement inclure la société civile dans ce processus.

Une réglementation au niveau de l'Union européenne se justifie du fait que cette technologie utilise des chaînes qui peuvent être créées par-delà les frontières nationales. Les investissements conséquents qui sont nécessaires appellent une action européenne coordonnée et structurée.

Lire l'avis du CESE intitulé [La technologie des chaînes de blocs et des registres distribués: une infrastructure idéale pour l'économie sociale](#) (dm)

Nouvelles des groupes

[Le groupe des employeurs tiendra deux réunions en Finlande pour débattre de l'intelligence artificielle et d'une Union européenne favorable aux entreprises](#)



par le groupe des employeurs du CESE

Le groupe des employeurs du CESE organisera deux conférences dans le pays qui assure actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne, à savoir la Finlande. Le premier événement aura lieu à fin du mois d'août prochain, et s'intéressera à la problématique de l'Europe intelligente.

La conférence sera organisée le 30 août prochain à Turku et s'intitulera «*Une Europe intelligente - Quelle est la voie à suivre?*». Elle s'intéressera aux possibilités et défis, pour les entreprises, découlant de la numérisation et de l'intelligence artificielle, aux facteurs de réussite dans ce domaine ainsi qu'aux

attentes inhérentes qu'ils entraînent pour les politiques européennes. Son objectif consistera notamment à examiner comment l'Europe peut s'imposer comme un chef de file en matière d'innovation, quelles aptitudes et compétences sont nécessaires à cette fin et comment assurer le financement adéquat.

Les membres du groupe des employeurs procéderont à un échange de vues sur ces questions avec des intervenants de premier plan, tels que Minna Arve, maire de Turku, Miapetra Kumpula-Natri, députée au Parlement européen, ou Sauli Eloranta, président de «One Sea». Le séminaire se tiendra en marge du «Turku Europe Forum», qui réunit des citoyens et des responsables politiques et se penche sur l'avenir de l'Europe et de la Finlande.

«*Une Europe ouverte - Comment pouvons-nous tous en tirer profit?*» sera le thème de la seconde conférence organisée en Finlande, qui aura lieu le 9 octobre, à Helsinki. Elle vise à développer le rôle d'une économie et d'une société ouvertes dans la construction d'une Union européenne forte et favorable aux entreprises. La date de la conférence, puisqu'elle coïncide avec le début du nouveau mandat de la Commission et du Parlement européen, permettra au milieu des entreprises d'envoyer un message fort aux décideurs politiques, tant au niveau européen qu'à l'échelon national.

Ces deux événements sont organisés conjointement par le groupe des employeurs et la confédération des entreprises finlandaises. (ek)

Déclaration du groupe des travailleurs sur la criminalisation de la solidarité



par le groupe des travailleurs du CESE

Au vu de la situation humanitaire désespérée en Méditerranée qui se caractérise par un mépris des valeurs et des principes de l'Union européenne, et qui, au cours des dernières semaines, s'est encore aggravée, le groupe des travailleurs réaffirme que:

- la solidarité n'est PAS et ne sera jamais un crime;
- l'acte consistant à sauver des vies représente l'obligation humaine suprême que ce soit sur le plan de la morale ou du droit international;
- l'action humanitaire et l'activité désintéressée de la société civile ne doivent jamais être criminalisées;
- l'immigration ne devrait pas être utilisée comme un instrument politique.

Le groupe des travailleurs réaffirme son plein soutien - et sa solidarité - à l'ensemble des organisations, des femmes et des hommes qui agissent pour sauver des vies. (prp)

Le groupe «Diversité Europe» se rend à Helsinki pour débattre de la croissance durable et des moyens de stimuler la compétitivité de l'Union européenne



par le groupe «Diversité Europe» du CESE

Les 16 et 17 septembre, le groupe «Diversité Europe» tiendra une réunion extraordinaire à Helsinki. Dans le droit fil des priorités de la Finlande pour sa présidence du Conseil de l'Union européenne, réunies autour de la devise «*Une Europe durable, un avenir durable*», notre groupe a fait le choix de se concentrer sur trois piliers qui favorisent la croissance durable et, partant, dopent la compétitivité européenne: bioéconomie et une Europe neutre pour le climat, numérisation et infrastructures.

Le premier jour de la réunion se tiendra dans le bâtiment annexe du Parlement finlandais et sera consacré à une conférence sur le thème «*Stimuler la compétitivité européenne - trois piliers pour une croissance durable*». L'objectif principal de cette conférence est d'étudier et de débattre des problèmes, possibilités, conséquences, bonnes pratiques et moyens d'accroître la compétitivité de l'Union. En ouverture de la session, un certain nombre de personnalités officielles, de représentants du gouvernement et du parlement finlandais, ainsi que de délégués des organisations auxquelles sont affiliés les membres finlandais du groupe III.

Le second jour, un voyage d'étude sera proposé dans une zone rurale située non loin d'Helsinki, axé autour de la problématique de la gestion forestière durable et de la logistique en sylviculture. (ih)

Rédaction:

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)
David Gippini Fournier (dgf)

Contributeurs à la présente édition:

Anna Skulavikova (as)
Daniela Marangoni (dm)
David Gippini Fournier (dgf)
Isabelle Henin (ih)
Jasmin Kloetzing (jk)
Laura Lui (ll)
Leszek Jarosz (lj)
Marco Pezzani (mp)
Pablo Ribera Paya (prp)
Silvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Agata Berdys (ab)
Katerina Serifi (ks)

Adresse:

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique:
eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

août 2019/8

09-2019